



PE : Intergroupe Services publics (SIG -SSIG)

Lors de la deuxième réunion de l'intergroupe services publics, qui s'est tenue le 24 mars 2010 au Parlement Européen, le CEEP (Centre européens des employeurs et entreprises fournisseurs de services publics) a présenté les résultats de l'étude qu'il a menée pour établir une première "cartographie" des services d'intérêt général en Europe. Cette étude est la première du genre. Elle montre de manière éclatante que les SIG jouent un rôle très important et doivent être reconnus en application du traité (article 14, protocole, charte des droits fondamentaux) et dans la Stratégie 2020. Cependant, comme pour toute étude de ce genre, les données statistiques ne sont pas exhaustives (absence de définitions communes aux 27, de certaines données ou incohérences entre Etats membres qui ont conduit à exclure certains secteurs -logement social, banques centrales, taxis, cantines, piscines publiques), données datant de 2006 (dernière année disponible) qui sont toutefois pondérés par des travaux sur un panel d'entreprises et par des recherches universitaires. Les résultats quant à eux confirment l'importance des SIG en Europe : ils concourent pour 26% au PIB de l'UE et les seuls secteurs d'infrastructures réalisent 6,4% des investissements en Europe ; les SIG emploient 64 millions de personnes, soit plus de 30% du total des emplois, dont autant de femmes que d'hommes, autant de jeunes que de plus âgés, 500.000 entreprises sont au service de 500 millions d'habitants. Ces éléments seront publiés de manière détaillée dans le rapport final de l'étude, qui sera présenté au Congrès du CEEP les 31 mai et 1^{er} juin à Madrid (www.ceep.eu).

L'unité A 3 (Politique et contrôle des aides d'Etat) de la DG concurrence de la Commission européenne, a rappelé ses positions sur les notions de SIG, SIEG, SNEIG, services marchands et non marchands, service universel, notion d'activité économique qui est définie largement par la Cour de justice CE. Les limites du pouvoir discrétionnaire des Etats membres sont le contrôle par la Commission de la violation ou non des principes du droit communautaire. Le contrôle de l'erreur manifeste se fait au cas par cas, sur plainte, dans les secteurs non harmonisés. Les critères pour son évaluation sont trouvés dans la jurisprudence de la Cour de justice CE. C'est également dans la jurisprudence de la Cour qu'elle cherche les critères pour la définition de la notion d'activité économique.

Les parlementaires et les représentants de la société civile présents ont interpellé la Commission, notamment, sur l'incertitude que représente une gestion au cas par cas, la possibilité d'un passage du marchand au non marchand, la définition du marché potentiel par rapport à l'activité économique, l'erreur manifeste (l'affaire du logement social aux Pays-Bas n'est pas anecdotique et empiète sur le choix discrétionnaire de l'Etat membre), la possibilité de services européens d'intérêt général. Les réunions de l'intergroupe sont très suivies par les parties prenantes (syndicats, ONG, usagers) qui attendent beaucoup de ses travaux.

La prochaine réunion de l'intergroupe est prévue le 5 mai 2010 à Bruxelles.

Conseil européen

Le Conseil européen des 25 et 26 mars 2010 a discuté, notamment, de la nouvelle stratégie de l'UE .../...

EP: Public Services Intergroup (SGI-SSGI)

During the second meeting of the Public Services Intergroup, which was held on March 24, 2010 at the European Parliament, the CEEP (European Centre of Employers and Enterprises providing Public services) presented the results of the study it had conducted to establish an initial "mapping" of services of general interest in Europe. This study is the first of its kind. It shows quite vividly that SGI play a very important role and that they must be recognized under the Treaty (the article 14, protocol, Charter of Fundamental Rights) and in the 2020 Strategy. However, as is the case with any such study, the statistical data are not comprehensive (lack of common definitions among the 27 Member States, unavailability of certain data or inconsistencies between Member States which has led to the exclusion of certain sectors –social housing, central banks, taxis, canteens, public swimming pools), data dating back to 2006 (date of latest data available) which are, nevertheless, weighted by work on a range of companies and by university research. As regards the findings, they confirm the importance of SGIs in Europe: the services contribute to the tune of 26% of the EU's GDP and the infrastructure sectors alone account for 6.4% of investment in Europe; SGI employ 64 million people, which is over 30% of all jobs, among the employed there are as many women as men, as many young people as the elderly ones, 500,000 businesses are serving 500 million people. These findings will be published in more detail in the final report of the study to be presented at the CEEP Congress on 31 May and 1 June in Madrid (www.ceep.eu).

Unit A 3 (State aid policy and scrutiny) of the Competition DG of the European Commission, has recalled its position on the concepts of SGI, SGEI, SNEIGs, market services and non-market ones, universal service, the concept of economic activity which is mostly defined by the EC Court of Justice. The limitation of the discretionary powers of Member States is the verification, by the Commission, of the violation or not of the principles of the Community law. The verification of a manifest error is done on the basis individual cases, upon complaint, in the non-harmonised sectors. Evaluation criteria are equally found in the case law of the Court of Justice of the EC. It is also in the case law of the Court that the Commission seeks the criteria for defining the concept of economic activity.

Parliamentarians and representatives of the civil society, present at the meeting, questioned the Commission on, in particular, the uncertainty that the management on a case by case basis entails, the possibility of a transition from market to non market status, the definition of market potential relative to the economic activity, the manifest error (the case of social housing in the Netherlands is not anecdotal and encroaches into the discretionary powers of Member State) and the possibility of European services of general interest. The Intergroup meetings are closely monitored by stakeholders (unions, NGOs, users) who expect a lot from them.

The next meeting of the Intergroup is scheduled on May 5, 2010 in Brussels.

European Council

The European Council of 25 and 26 March, 2010 discussed, in particular, the new EU strategy .../...

pour l'emploi et la croissance à l'horizon 2020, destinée à remplacer la stratégie de Lisbonne Il s'est prononcé, sur la base de la communication de la Commission (COM(2010) 2020) et a retenu quatre principaux domaines où des mesures devront être prises : connaissance et innovation, une économie plus durable, l'amélioration des niveaux d'emploi, l'inclusion sociale. La nouvelle stratégie devra "s'attaquer" aux principaux freins à la croissance au niveau national (les Etats membres établiront des programmes nationaux de réforme) comme au niveau de l'UE, "y compris ceux qui ont trait au fonctionnement du marché intérieur et des infrastructures". Il demande la mise en place de mécanismes efficaces de suivi, ainsi que l'association des Parlements nationaux, partenaires sociaux et autres parties prenantes. Dans ses conclusions, le Conseil souligne la nécessité de promouvoir la cohésion économique, sociale et territoriale, sans aucunement mentionner le rôle des services d'intérêt général. Il ne sont pas plus mentionnés dans la communication de la Commission.

La stratégie de l'UE à l'horizon 2020 doit être adoptée au Conseil de juin prochain.

Aides d'Etat

Financement annuels des radiodiffuseurs néerlandais de services publics : Suite à des plaintes de radiodiffuseurs privés, la Commission a demandé aux autorités néerlandaises de revoir leur définition de la mission de service public, en particulier pour les nouveaux services audiovisuels, les mandats pour ces nouveaux services et la proportionnalité du financement, ainsi que les mécanismes pour prévenir la surcompensation des activités de service public dans le respect des principes du marché. Les autorités néerlandaises s'étant engagées en ce sens, la Commission européenne a autorisé, le 26 janvier 2010, le nouveau régime de financement annuel des radiodiffuseurs de service public.

Consultation publique

Le service universel à l'ère numérique : Les obligations de service universel des télécommunications définies en 2002 doivent-elles être révisées pour tenir compte des évolutions technologiques, notamment l'internet à haut débit. Consultation ouverte jusqu'au 7 mai 2010

http://ec.europa.eu/information_society/policy/ecommlibrary/public_consult/universal_service_2010/index%5Fen.htm

Cour de justice

Fourniture de services de télécommunications : Dans un arrêt C-522/08 du 11 mars 2010, la Cour dit que sur un marché qui n'est pas effectivement concurrentiel, une réglementation nationale qui interdit qu'une entreprise subordonne la conclusion d'un contrat de fourniture de télécommunications à la conclusion, par l'utilisateur final, d'un contrat de fourniture d'autres services qui lui sont inutiles, n'est contraire ni à la directive cadre (2002/21/CE) relatives à un cadre réglementaire commun sur les communications électroniques, ni à la directive (2002/22/CE) sur le service universel des télécommunications.

En l'occurrence, la loi polonaise de 2004 sur les télécommunications n'enfreint pas le droit communautaire. Toutefois, rappelle la Cour, aux termes de la directive relative aux pratiques déloyales des entreprises (2005/29/CE), une réglementation nationale, sauf cas particuliers, ne peut pas interdire toute offre conjointe faite par un vendeur à un consommateur.

for jobs and growth for the 2020 horizon, which is aimed at replacing the Lisbon strategy. The Council made decisions on the basis of the Commission's communication (COM (2010) 2020) and identified four key areas where action should be taken: knowledge and innovation, a more sustainable economy, improved levels of employment and social inclusion. The new strategy is set to "address" the main obstacles to growth at the national level (Member States shall draw up national reform programs) as well at the EU level, "including those obstacles in connection with to the functioning of the internal market and with infrastructures". It calls for the establishment of effective monitoring mechanisms and the involvement of national parliaments, social partners and other stakeholders. In its conclusions, the Council stressed the need to promote economic, social and territorial cohesion without, however, any mention of the role of services of general interest. They are likewise not mentioned in the Commission's Communication.

The EU Strategy for 2020 is to be adopted by the Council in June 2010.

State aid

The Annual funding of the Dutch public service Broadcasters: Following complaints from private broadcasters, the Commission has asked the Dutch authorities to reconsider their definition of the mission of public service, especially in what concerns new audiovisual services, the mandates granted to these new services and the proportionality of funding as well as mechanisms to cater for eventual overcompensation of public service activities, in accordance with market principles. Since the Dutch authorities have committed themselves in this direction, on January 26, 2010, the European Commission approved the new system of annual funding for public service broadcasters.

Public consultation

The universal service in the digital era: Should the universal telecommunications service obligations, which were defined in 2002, be revised to reflect developments in technology, including broadband internet. The consultation is open until May 7, 2010.

http://ec.europa.eu/information_society/policy/ecommlibrary/public_consult/universal_service_2010/index%5Fen.htm

Court of Justice

Provision of telecommunications services: In Case n° C-522/08 of 11 March, 2010 the Court said that in a market which is not effectively competitive, a national regulation which prohibits an undertaking from making the conclusion of a contract for the provision of services contingent on the conclusion, by the end-user, of a contract for the provision of other services which are not necessary to the user, is contrary neither to the framework directive (2002/21/EC) on a regulatory framework on common electronic communications nor to directive (2002/22/EC) on universal service of telecommunications.

Consequently, in this case the 2004 the Polish law on telecommunications does not violate the Community law. However, the Court recalled that, under the directive on unfair business practices (2005/29/EC), a national legislation, except in special cases, cannot prohibit any joint offer made by a provider to a consumer.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. Distributed by E-mail exclusively. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.